

Déterminés.es !

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2024



Campagne de dépistage, Le Caire, Al Salam City (Egypte), Novembre 2023. Al Shehab © Mobarak Saad

COALITION PLUS EST RÉGIE PAR 3 GRANDS PRINCIPES D'ACTION

Défense des droits et transformation sociale

Coalition PLUS travaille pour changer la société et l'environnement, pour garantir un meilleur accès à la santé et défendre les droits des personnes affectées et infectées par le VIH et les hépatites, et les populations clés de l'épidémie.

Nos associations partenaires ne sont pas seulement des opératrices de santé, elles ont aussi vocation à changer le regard des sociétés sur les personnes vivant avec le VIH/sida et/ou une hépatite virale et les populations clés de ces épidémies (travailleurs·ses du sexe, hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, personnes trans, personnes migrantes, usagers·es de drogues, etc.).

Nos associations intègrent la dimension du genre dans leurs actions de terrain, leurs programmes et dans le plaidoyer.

Démarche communautaire

Nous militons pour que les personnes infectées, affectées ou particulièrement vulnérables au VIH et aux hépatites virales soient systématiquement associées aux processus de décisions et à la mise en œuvre opérationnelle des programmes de santé qui les concernent.

Réseau mondial à la gouvernance partagée

Coalition PLUS est un réseau international au sein duquel chaque organisation, chaque pays, a le même poids dans les décisions.

Nos associations membres sont les mieux placées pour prendre les décisions stratégiques qui les concernent. Chacune d'entre elles fait entendre sa voix au sein des instances politiques de l'union et joue pleinement son rôle dans la prise de décision. L'apprentissage et la solidarité entre pairs est au cœur de la vision du réseau.



Edito du professeur Mehdi Karkouri, Président

Chers·es amis·es,

Le monde est en pleine transformation, confronté à des défis globaux qui nous invitent à repenser nos relations de pouvoir et à construire un avenir plus juste et équitable. Ainsi, l'année écoulée que nous présentons dans ce rapport d'activité, a été marquée pour Coalition PLUS par l'affirmation de positions sur la gouvernance mondiale, la poursuite de notre mobilisation en faveur de l'innovation en santé communautaire et par l'action de nos réseaux régionaux en matière de renforcement de capacités.

Coalition PLUS, en tant que réseau d'associations engagé dans la lutte contre le sida, les hépatites virales et les infections sexuellement transmises, se tient prête à accompagner ces changements et se positionne en première ligne de la riposte communautaire. Nous croyons fermement qu'il est possible de bâtir un monde où la santé et les droits humains sont défendus, grâce à une gouvernance mondiale repensée et à des actions communautaires fortes.

Un des exemples de cette mobilisation est la Semaine Internationale du Dépistage, dont la cinquième édition, qui a réuni au mois de novembre près de cinquante pays, est un exemple éclatant de l'impact du collectif. Le lancement de cette édition a eu lieu au Caire en Égypte, et son succès ne doit pas éclipser l'augmentation inquiétante du nombre des nouvelles infections à VIH dans la région MENA. Cette initiative nous encourage à intensifier notre mobilisation en 2025, à ne pas baisser les bras en vue d'atteindre l'objectif de l'élimination des transmissions du VIH en 2030.

L'année 2024 est à peine terminée que de nouveaux défis apparaissent... La suspension brutale du financement américain des programmes internationaux de lutte contre le VIH/sida (notamment

USAID et PEPFAR) a plongé les systèmes de santé des pays du Sud dans le chaos. La désorganisation des chaînes d'approvisionnement et la fermeture de cliniques ont laissé des millions de personnes exposées aux épidémies existantes et à l'émergence de nouvelles pandémies. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire et les appels de fonds des grandes agences internationales de santé (comme le Fonds mondial), qui auront lieu en 2025, nous rappellent l'importance de garantir le financement de l'accès aux traitements contre le VIH et de soutenir les associations locales, essentielles

pour préserver la santé et les droits humains des populations les plus vulnérables.

Par ailleurs, la décision américaine a mis en lumière la nécessité de repenser le financement de la santé en Afrique et de favoriser l'émancipation des systèmes de santé nationaux. Malgré les critiques de l'aide étrangère en santé et la verticalité des programmes, la

levée brutale de ressources vitales n'est pas une solution. L'investissement des États dans leurs propres systèmes de santé est crucial, mais il doit s'accompagner d'une réflexion sur les dynamiques coloniales persistantes et l'extraction des richesses vers le Nord. Des alternatives politiques, comme la levée des barrières de propriété intellectuelle et la suppression du fardeau de la dette, sont nécessaires pour un investissement domestique durable dans les systèmes de santé.

Il y a 25 ans, la déclaration d'Abuja plaidait pour l'allocation de 15 % des budgets nationaux à la santé. En tant que réseau mondial d'organisations communautaires, Coalition PLUS partage cette ambition et celle d'une plus grande solidarité internationale pour mettre fin à l'épidémie de VIH/sida.

Mais l'espoir persiste. En 2024, un formidable outil de prévention et de traitement de l'infection à VIH a été mis au point, le lenacapavir, proposé par le laboratoire Gilead. Nous appelons Gilead à revoir sa stratégie de licences et les agences internationales à s'engager davantage pour faire de cette avancée un véritable tournant dans la prévention du VIH. Notre réseau d'associations de terrain jouera sans aucun doute un rôle crucial pour faciliter l'accès à cet outil de prévention.

Pour finir, je tiens à saluer le dévouement de celles et ceux qui œuvrent sur le terrain : pair éducateurs·rices, professionnels·les de santé, travailleurs·euses sociaux·ales. Vous êtes les piliers essentiels de notre combat, maintenant l'accès aux soins et à la prévention dans des conditions souvent difficiles. Nous pensons particulièrement à nos collègues injustement incarcérés·es et à celles et ceux dont le travail a été interrompu par la suspension brutale des financements.



Mehdi Karkouri, Président de Coalition PLUS à l'Assemblée mondiale de la Santé, Genève (Suisse), Juin 2024. © OMS

01. Qui sommes-nous ? p.6

Coalition PLUS, un réseau mondial	p.8
Le Conseil d'Administration de Coalition PLUS	p.10
FOCUS : le Fonds d'innovation de Coalition PLUS	p.12

02. Nos actions p.14

Les faits marquants de l'année 2024	p.16
Accès aux services de santé	p.22
Recherche scientifique	p.26
Plaidoyer	p.29

03. Résilience et innovation p.30

Miser sur la structuration associative et la force du collectif	p.32
Répondre aux crises mondiales	p.33
Mécanismes de mutualisation des risques financiers	p.34
DEI : Antiracisme et décolonisation	p.34
Coalition PLUS s'engage pour l'égalité de genre	p.36
L'Intelligence artificielle au service de notre mission	p.38
Pas de solidarité internationale sans justice climatique	p.39

04. 2025, une année de défis p.40

05. Finances p.44

Faire appel à la générosité du public	p.46
Merci à nos partenaires	p.48
Merci à nos mécènes	p.49
Rapport financier	p.50
Bilan	p.52
Compte de résultats	p.53

Publications p.54

Lexique des acronymes p.58

Contacts p.59



Séance de dépistage à Antananarivo (Madagascar), quartier Andravoangy, Novembre 2023. © Viviane Rakotoarivony



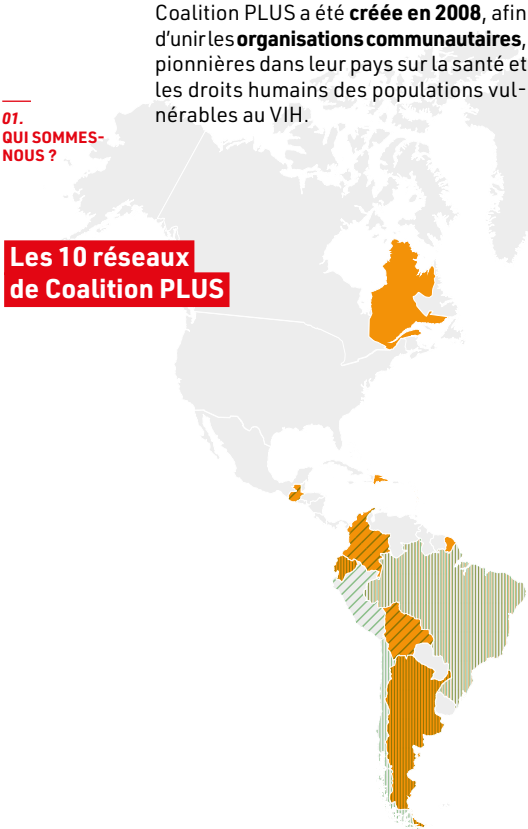
Le secrétariat de Coalition PLUS réuni à Casablanca (Maroc) en Juin 2024. © Coalition PLUS

Qui sommes- 01 nous ?

Coalition PLUS, un réseau mondial

01. QUI SOMMES-NOUS ?

Les 10 réseaux de Coalition PLUS



Notre union entend contribuer à répondre aux **objectifs de développement durable (ODD)** et plus particulièrement les objectifs 3 (Bonne santé et bien-être) et 10 (Inégalités réduites).

7 réseaux géographiques / 1 réseau linguistique / 2 réseaux thématiques



¹Après agrégation des budgets des projets Coalition PLUS, quelle que soit l'entité juridique porteuse (Coalition PLUS, Fonds Coalition PLUS, Coalition PLUS Belgique, Coalition PLUS Suisse et membres). Sur ce document, seuls les comptes de l'entité Coalition PLUS (France), qui fait office d'entité de gestion, sont présentés en

détail. Les comptes détaillés des autres entités juridiques et des membres sont disponibles par les canaux officiels de publicité des comptes dans les pays concernés ou sur demande.

²Il ne s'agit pas d'Équivalents Temps Plein (ETP)

Coalition PLUS en chiffres

15 organisations membres

113 associations partenaires

51 pays dans le monde

5 bureaux à Bruxelles (Belgique), Dakar (Sénégal), Genève (Suisse), Marseille et Paris (France)

5 langues de travail communes : anglais, arabe, espagnol, français, portugais

26 programmes en cours soutenus par 13 organismes publics et privés

Un budget total¹ de **11 millions** d'euros pour l'ensemble des entités Coalition PLUS, dont 70 % sont directement rétrocédés aux organisations du réseau

62 salariés·es au sein des bureaux du secrétariat de Coalition PLUS et ²⁷ dans les associations porteuses des réseaux régionaux

01. QUI SOMMES-NOUS ?

Les activités sont mises en œuvre au sein de **10 réseaux qui rassemblent 113 organisations partenaires dans 51 pays**. Ces organisations ont pour objectif commun de peser ensemble sur les évolutions politiques et scientifiques et les transformations sociales en matière de santé, en s'appuyant sur des dynamiques d'échanges et de décisions décentralisées plus adaptées aux contextes régionaux.

Réseau géographique « Plateforme **Afrique Centrale et de l'Est** » (PACE) : Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Tchad

Réseau géographique « Plateforme **Afrique de l'Ouest** » (PFAO) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Niger, Sénégal, Togo

Réseau géographique « Plateforme **Amériques-Caraïbes** » (PFAC) : Argentine, Bolivie, Canada (Québec), Colombie, Équateur, France (Guyane française, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin), Guatemala, République dominicaine

Réseau géographique « Plateforme **Europe** » : Belgique, France, Moldavie, Portugal, Roumanie, Ukraine

Réseau géographique « Plateforme **Moyen-Orient et Afrique du Nord** » (MENA) : Algérie, Égypte, Liban, Maroc, Mauritanie, Tunisie

Réseau géographique « Plateforme **Océan Indien** » (PFOI) : République de Maurice (île Maurice, île Rodrigues), Comores, France (Mayotte), Madagascar, Seychelles

Réseau géographique Plateforme « **Asie du Sud et du Sud-Est** » (SASEA) : Inde, Indonésie, Malaisie, Thaïlande

Réseau **linguistique lusophone** : Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Timor oriental

Alliance des communautés **pour la santé et les droits** (AGCS PLUS) : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Maroc, Sénégal, Togo, Tunisie

Réseau ibéro-américain d'études sur **les hommes gays, les autres HSH et les personnes trans** (RIGHT PLUS) : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Espagne, Équateur, Guatemala, Pérou, Portugal, République dominicaine

Le Conseil d'Administration de Coalition PLUS : un espace d'appropriation, de débat, de recherche de consensus et de décision



Le CA de Coalition PLUS réuni à Casablanca (Maroc) en Octobre 2024. © Coalition PLUS

Associations membres du Conseil d'Administration en 2024

100 % Life, Ukraine	AIDES, France	ALCS, Maroc	ANCS, Sénégal	ANSS, Burundi
ARAS, Roumanie	ARCAD Santé PLUS, Mali	COCQ-SIDA, Canada (Québec)	Fundación Huésped, Argentine	GAT, Portugal
IDH, Bolivie	Kimirina, Équateur	REVS PLUS, Burkina Faso	PILS, Maurice	Malaysian AIDS Council, Malaisie

Le modèle politique de l'union se traduit d'abord à travers ses instances de gouvernance : un Conseil d'Administration (CA) constitué aujourd'hui de 15 organisations membres issues de 15 pays.

En se réunissant plusieurs jours 6 fois par an (dont 2 fois en présentiel), les membres du CA définissent et pilotent le cadre stratégique et les orientations de l'union.

L'union est animée par un secrétariat implanté en Europe (France, Belgique) et en Afrique de l'Ouest (Sénégal) et des équipes décentralisées au sein

des membres pour la coordination des projets régionaux.

La gouvernance est horizontale et partagée entre l'ensemble des membres. Elle est régie par les principes de bonne gouvernance et d'égalité en matière de prise de décisions, garantissant leur pleine appropriation par le collectif.

Ce modèle offre un équilibre entre : respect de la souveraineté et des spécificités et de chaque organisation membre, force du collectif en termes de visibilité, d'influence, d'accès aux financements, mais également de mutualisation d'expertises, de capacités d'innovation et de solidarité face aux crises.

Le modèle de gouvernance de Coalition PLUS garantit une représentation équilibrée des femmes et des minorités sexuelles et de genre dans les instances de décision, assurant ainsi que leurs perspectives et besoins spécifiques soient pleinement intégrés dans la stratégie de l'union. Ainsi sur les 32 personnes siégeant au CA, on compte 17 femmes et 15 hommes et 60 % appartiennent ouvertement à une population clé du VIH.

Répliquée au sein des réseaux, la gouvernance partagée permet la localisation de la décision et des moyens d'actions au plus proche du terrain et des organisations responsables de leur mise en œuvre.

A travers son modèle de gouvernance et celui de ses réseaux décentralisés, Coalition PLUS porte une vision à long terme de transformation des relations internationales entre acteurs non gouvernementaux.

L'appartenance à Coalition PLUS a montré son caractère essentiel dans le développement institutionnel et la pérennité de ses membres. En intégrant l'union, chaque membre se conforme à 10 critères d'adhésion¹ qui définissent une vision politique partagée et des standards communs en matière de **bonne gouvernance** et de **transparence financière**. Les membres peuvent alors bénéficier de **mécanismes de soutien** :

- Apport financier annuel en structuration et vie associative
- Fonds d'urgence pour les situations de crises et conflit
- Mobilisation dans les situations d'atteinte aux droits des activistes et minorités sexuelles
- Facilités de trésorerie

Enfin, Coalition PLUS a fait le choix d'être un **réseau élargi**, d'aujourd'hui 15 organisations membres et 113 organisations partenaires qui interviennent dans 51 pays. Cette large couverture géographique offre un **cadre propice pour des mobilisations à grande échelle**, dans des situations de crise mondiale ou pour déployer des stratégies globales adaptables à chaque contexte.

Axes prioritaires d'intervention de Coalition PLUS 2025-2030

- Renforcement de la gouvernance de l'union et des réseaux
- Déploiement d'interventions et d'un paquet minimum de services de santé prioritaires (prévention, soins)
- Innovations et production de connaissances
- Défense des droits humains : influence sur les politiques publiques et transformations sociales
- Déploiement de mécanismes politiques et financiers de solidarité et de protection face aux crises
- Mise en œuvre d'une politique genre pour des interventions sensibles au genre
- Parcours de formations internes sur la décolonisation et la déconstruction des représentations autour des questions de racisme
- Intégration des défis liés au changement climatique et aux innovations technologiques (intelligence artificielle appliquée à la santé et aux droits humains)

¹ Les 10 critères d'adhésion à Coalition PLUS : être reconnu juridiquement dans son pays ; Objet principal = la lutte contre le VIH/sida ; But de l'OSC = transformation sociétale ou toute notion équivalente ; Principe de fonctionnement = démarche communautaire ; Intégrer des personnes concernées dans son organisation (y compris au sein des instances décisionnelles) ; Gouvernance démocratique et représentativité des membres ; Comptabilité générale et analytique d'engagement respectant les normes internationales ; Comptes certifiés par un cabinet indépendant ; Un rapport d'activité annuel est établi ; Adhésion à la politique genre de Coalition PLUS.

FOCUS : le Fonds d'innovation de Coalition PLUS

01.
QUI SOMMES-
NOUS ?

Le Fonds d'Innovation de Coalition PLUS (FIC), créé en 2023, vise à soutenir des projets novateurs au sein du réseau Coalition PLUS, en favorisant l'émergence d'initiatives pilotes et de solutions inédites pour lutter contre le VIH et répondre à d'autres défis de santé publique.

Ce fonds est conçu pour encourager des projets courts et innovants. Son objectif est de permettre la mise en œuvre d'idées ou d'interventions qui peinent à trouver un financement à travers les mécanismes traditionnels.

Principalement financé par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre de son soutien aux projets impactant les populations vulnérables, le FIC accorde des financements allant jusqu'à 20 000 € par projet, bien que des cofinancements soient envisageables pour maximiser l'impact des initiatives.

Ces projets sont généralement d'une durée courte, et sont ouverts aux 113 membres et partenaires de Coalition PLUS, avec une attention particulière portée à ceux susceptibles d'être reproduits dans d'autres contextes ou ayant un impact direct sur les communautés locales.

La première édition du FIC, en 2023, a permis la sélection de deux premiers projets, qui ont été mis en œuvre en 2024.



En 2024, 21 projets ont été déposés. Le comité de sélection, sur la base des avis des experts techniques, a décidé de financer 5 projets :

- La mise en place d'une offre de santé centrée sur le bien-être et la **santé mentale des communautés LGBTQIA+** en Côte d'Ivoire via une radio communautaire
- La création d'un **chatbot** pour orienter les demandes d'information sur le site de notre membre MAC en Malaisie
- Le diagnostic des besoins des personnes pratiquant le **chemsex** en Tunisie et au Maroc
- La mise en place d'une étude pilote pour l'identification des **signes précoces de cancer** chez les FVVIH au Cameroun
- Ou encore l'intégration du dépistage et de la vaccination contre le VHB à l'offre de **PrEP** au Burundi

Ces projets ont pu démarrer au cours de l'année 2024 et seront évalués en 2025. Une troisième édition du FIC est prévue en 2025.

Focus-Un projet de services de santé mentale et de bien-être pour les communautés LGBTQIA+ au Bénin

Le projet mené par l'association Bénin Synergie Plus (BéSyP) a été d'une grande efficacité dans l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale et de bien-être pour les personnes issues de la communauté LGBTQIA+ au Bénin. Dans un contexte marqué par la stigmatisation et les violences, ce projet a permis de combler un vide important dans l'offre de services adaptés aux besoins spécifiques de cette communauté. À travers des formations sur l'estime de soi ou des ateliers de renforcement des compétences ayant réuni 80 leaders communautaires et professionnels·elles de santé, ou encore des groupes de soutien et des sessions de counseling ayant touché plus de 3 000 personnes, le projet a apporté un soutien concret et permis de réfléchir aux moyens de pérenniser l'offre proposée.

01.
QUI SOMMES-
NOUS ?



Photos prise lors de l'Atelier de formation du 30-31 Mai 2024, rassemblant 12 professionnels de santé des sites offrant des services de soins adaptés aux MSG et 3 leaders communautaires des 4 départements concernés par le projet. © BéSyP

En partenariat
avec


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **AFD**
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Campagne de dépistage à Cochabamba, Bolivie, 2023. © Wilder Cordova

02 Nos actions

12^e conférence internationale francophone AFRAVIH, 16 au 19 Avril 2024

L'AFRAVIH, qui s'est tenue à Yaoundé (Cameroun), a été l'occasion d'une forte mobilisation du réseau Coalition PLUS et l'occasion de porter des messages de plaidoyer :

Plaider pour la reconnaissance du métier de pair éducateur·rice

« Notre mission est de souligner le besoin urgent de reconnaissance officielle du rôle des pair·s éducateurs·rices. C'est une étape cruciale pour légitimer leur profession et assurer la continuité de leur travail essentiel auprès des populations clés de l'épidémie. »

— Papa Abdoulaye Deme,
chef du bureau Afrique

Lancement d'un appel à mobilisation pour débarrasser les générations futures des cancers à HPV

L'AFRAVIH a également été le lieu d'une forte mobilisation autour d'un appel lancé en urgence à l'intention des gouvernements, de la société civile, des chercheurs·euses et des professionnels·les de la santé à lutter contre le virus du Papillome Humain (HPV). Ce virus, responsable de 342 000 décès annuels et est clairement identifié comme un problème majeur de santé publique. Actuellement, les cancers liés aux HPV touchent disproportionnellement les femmes et les personnes vivant avec le VIH, situés majoritairement dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Pour prévenir les 650 000 cas de cancers liés au HPV diagnostiqués chaque année, Coalition PLUS demande à ce que soit garantie une vaccination universelle pour toutes les jeunes filles et garçons sans discrimination, et la systématisation du dépistage régulier pour une prise en charge précoce des personnes présentant des lésions précancéreuses.

Appel à la décolonisation de l'aide dans la lutte contre le VIH/sida

L'AFRAVIH 2024 a également été marquée par le discours de Serge Douomong Yotta, directeur du plaidoyer, qui fait écho à notre engagement pour une redistribution plus juste des ressources et un plus grand leadership des régions les plus touchées par l'épidémie.

« Si nous considérons que la lutte contre le VIH/sida doit se faire là où le virus est le plus actif, alors les conférences sur le sida devraient prioritairement se tenir dans les régions où le VIH/sida est le plus actif. Je tiens à saluer la décision judicieuse du bureau de l'AFRAVIH d'organiser cette édition au Cameroun. Au-delà de toute considération politique, le Ca-

meroun est un pays où il est essentiel de discuter du VIH/sida et des droits humains. Il y a encore beaucoup à accomplir, mais surtout, beaucoup à apprendre.

En 2022, sur les 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, 25,6 millions le sont en Afrique, contre seulement 2,9 millions en Europe occidentale et centrale ainsi qu'en Amérique du Nord. Nous sommes confrontés à un ratio de 25,6 contre 2,9 millions. Malgré cette réalité, nous continuons à organiser nos conférences internationales dans des régions où l'épidémie est moins agressive, sachant pertinemment que les délégués.es des pays du Sud rencontreront des difficultés à obtenir des visas. Nous trouvons toutes sortes d'excuses pour disqualifier les pays du Sud, arguant un manque d'infrastructures, de logistique et de sécurité. »

« Malgré cette réalité, nous continuons à organiser nos conférences internationales dans des régions où l'épidémie est moins agressive, sachant pertinemment que les délégués.es des pays du Sud rencontreront des difficultés à obtenir des visas. Nous trouvons toutes sortes d'excuses pour disqualifier les pays du Sud, arguant un manque d'infrastructures, de logistique et de sécurité. »

— Serge Douomong Yotta, directeur du plaidoyer

25^e Conférence internationale sur le VIH/sida (AIDS 2024), 22 au 26 Juillet 2024

L'IAS, qui s'est tenue à Munich (Allemagne) a été l'occasion d'une importante mobilisation du réseau de Coalition PLUS.

Mobiliser autour de la Semaine Internationale du Dépistage (SID)

- Tenue d'un stand thématique dans le Global Village (village des associations) pour faire connaître la campagne et inviter de nouvelles associations à participer à l'événement à travers le monde
- Tenue d'un side event autour de la SID en partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Prevention Access Campaign (U=U). Ce fut l'occasion de nouer de nouveaux contacts et d'approfondir les liens avec les partenaires privés et institutionnels de la SID

Partager notre expertise

20 posters et 3 interventions orales ainsi qu'une session spéciale organisée par la Plateforme Amériques sur la Semaine Internationale du Dépistage.

Remise du prix Robert Carr Research Award pour l'étude RISE

L'étude RISE analyse la représentation, l'inclusion, la durabilité et l'équité dans les Instances de Coordination Nationale (ICN ou CCM en anglais) du Fonds mondial. Publiée en 2023, cette étude est un projet de recherche international mené par Coalition PLUS, en partenariat avec AIDES, AMFAR et O'Neill Institute.

Son objectif est d'analyser la participation des communautés et de la société civile au sein des ICN. Réalisée en 7 langues et avec un total de 627 répondants issus de 84 pays, l'étude RISE offre un ensemble de recommandations en direction du Fonds mondial et d'autres donateurs ou pourvoyeurs d'assistance technique.

Le Conseil d'Administration de Coalition PLUS adopte une résolution sur le lenacapavir, Octobre 2024

« Nous demandons à Gilead de revoir ses stratégies de prix et aux instances internationales de santé (ONUSIDA, OMS, UNITAID) de faire de l'accès au lenacapavir une priorité. »

— Extrait de la résolution.

Les traitements à longue durée d'action représentent un tournant majeur dans la lutte contre le VIH. Le lenacapavir (LEN) notamment a démontré une efficacité inédite dans les essais PURPOSE 1 et 2, où il a permis une réduction spectaculaire, voire une élimination du risque d'infection dans certains groupes. Administré deux fois par an par injection, cet outil pourrait lever les obstacles liés à l'observance quotidienne de la PrEP orale et offrirait une option particulièrement adaptée aux personnes les plus vulnérables, confrontées à la stigmatisation ou à la précarité. Pourtant, malgré son potentiel de transformation dans la dynamique de l'épidémie, l'accès au LEN pour les populations qui en auraient besoin est loin d'être garanti. L'industriel pharmaceutique Gilead qui commercialise le traitement a engagé une politique de licences volontaires dans 120 pays, excluant la majorité des pays à revenu intermédiaire, notamment en Amérique latine, et freinant les possibilités de commercialisation de génériques à bas coût au-delà de cette liste. Le prix du médicament reste pour l'instant inconnu, alors que les coûts de production sont estimés très faibles, ce qui compromet la planification des programmes de prévention.

Face à ces obstacles, Coalition PLUS s'engage pour un accès universel au lenacapavir, sans barrière de prix ni exclusion géographique, soutient le recours aux flexibilités du droit de la propriété intellectuelle, y compris les licences obligatoires, et plaide pour l'implication des communautés à toutes les étapes du déploiement du produit.

L'Union entend développer des partenariats internationaux pour renforcer les actions de plaidoyer pour que le LEN soit intégré dans les systèmes de prévention existants et afin de maximiser son impact dans la lutte contre le VIH.



IAS, Munich, Allemagne, Juillet 2024. De gauche à droite : Birgit Poniatowski (International AIDS Society), Nicolas Ritter (Coalition PLUS), Son Altesse Sérénissime la princesse Stéphanie de Monaco Présidente fondatrice de FIGHT AIDS MONACO et Ambassadrice internationale ONUSIDA, Winnie Byanyima (UNAIDS), Mehdi Karkouri (Coalition PLUS), Vincent Leclercq (Coalition PLUS). © UNAIDS

5^e Semaine Internationale du Dépistage (SID), 18 au 24 Novembre 2024

La SID 2024 en chiffres

5 jours : du 18 au 24 novembre 2024

46 pays

74 associations participantes

84 704 test réalisés (VIH, VHB, VHC, syphilis)

3,4 % de tests positifs (VIH, VHB, VHC, syphilis)

Concernant le VIH pendant la SID...

35 488 tests VIH réalisés

57 % de primo-dépistés.ées

2 % de tests positifs au VIH

73 % de référencement aux soins

Pour la première fois, Coalition PLUS a choisi de lancer l'édition 2024 dans la **région MENA**, marquant ainsi une avancée majeure pour la lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales dans cette zone souvent négligée.

L'**exemple égyptien** illustre parfaitement le potentiel d'une telle initiative : grâce à un programme ambitieux de dépistage et de traitement du VHC, le pays a démontré qu'une volonté politique forte et une mobilisation nationale peuvent engendrer des résultats durables.

Forte de l'expérience des quatre premières éditions, Coalition PLUS a ouvert la **participation à la SID à toutes les organisations qui le souhaitent**. L'édition 2024 a ainsi vu des organisations de Tanzanie et de Hong-Kong participer, et les réseaux comme International Network of People who Use Drugs (INPUD), Frontline AIDS, Prevention Access Campaign ont invité leurs organisations membres à y participer.

Ces organisations sont particulièrement intéressées par le potentiel mobilisateur de cette campagne annuelle, pour renouveler les approches et messages sur l'importance du dépistage et faire avancer les plaidoyers autour du dépistage communautaire ou l'accès à la PrEP.

Cette stratégie d'ouverture a irrigué l'édition 2024 et s'est également concrétisée par le partenariat conclu avec **la Fondation Grindr 4 Equity**, qui a permis de toucher des millions de personnes grâce à la diffusion de messages ciblés visant à encourager le dépistage et la prévention sur l'application Grindr..

LaSID est également une opportunité d'intensifier le **plaidoyer pour la PrEP**, outil essentiel de prévention dont l'accès doit être élargi à toutes les populations clés et vulnérables.

L'arrivée annoncée du **lenacapavir** renforce l'importance de ce plaidoyer, car cette nouvelle molécule offre des perspectives inédites pour la prophylaxie et le traitement du VIH, tout en nécessitant une préparation logistique et un accompagnement communautaire soutenus.

Bien entendu, la réussite de la SID repose sur le **rôle des pairs éducateurs-rices** issus-es des communautés marginalisées, qui atteignent les personnes les plus éloignées du système de santé. Leur compréhension des dynamiques sociales facilite un dépistage ciblé, souvent auprès de celles et ceux qui n'ont jamais été testés. Cette approche permet un dépistage précoce et un accompagnement efficace vers les soins. Au-delà du dépistage, la SID est un moment clé de plaidoyer pour renforcer les systèmes de santé et reconnaître le rôle des acteurs-rices communautaires dans les politiques publiques.

Au travers de ces actions coordonnées et innovantes, Coalition PLUS se positionne plus que jamais comme un acteur incontournable de la santé sexuelle et de la lutte contre le VIH/sida et les hépatites, espérant que l'édition 2025, portée par l'énergie collective de l'union, suscitera un nouveau regard sur la prévention, le dépistage et l'accès aux traitements pour tous et toutes.

Colloque international « Militance & résistance face à la montée de l'homophobie dans le Sud global », 8 au 10 Décembre 2024

Organisé à l'initiative d'AGCS PLUS, le colloque s'est tenu à Cotonou (Bénin) en partenariat avec One Advocacy World, avec le soutien d'Expertise France L'Initiative, l'Agence Française de Développement et la DILCRAH.

Pendant trois jours, activistes, universitaires et experts-es ont travaillé ensemble pour trouver des solutions face à la montée de l'homophobie et de la transphobie dans le Sud global.

- Identifier les enjeux stratégiques de plaidoyer et de financement pour les mouvements LGBTQIA+
- Renforcer les réseaux et alliances régionales pour contrer les initiatives anti-genre
- Promouvoir la visibilité et le bien-être des activistes, en tenant compte des diversités culturelles et religieuses
- Élaborer une feuille de route et une déclaration commune pour la Journée internationale des droits humains
- Annoncer officiellement la création du Prix Yves Yomb, pour soutenir les mouvements LGBTQIA+



Campagne de sensibilisation et de dépistage, Al Salam City, Le Caire (Égypte), 2023.
© Mobarak Saad

Coalition PLUS contribue à l'amélioration de la riposte au VIH et à la transformation sociale d'un point de vue communautaire à travers :

- Des **services directs** (tels que le dépistage VIH et hépatites ou la distribution de traitements antirétroviraux)
- La **recherche de mise en œuvre** (avec un rôle prédominant des communautés dans son développement)
- Le **plaidoyer** (pour faire avancer les droits des populations)

Les 10 réseaux géographiques, thématiques et linguistique de Coalition PLUS

Partageant beaucoup de similitudes à l'échelle régionale sur les contextes épidémiologiques mais également culturels et sociaux, les réseaux offrent **un cadre propice aux interventions** communautaires **adaptées** aux besoins du terrain et **à fort impact sur l'épidémie**.

À travers différentes modalités de renforcement de capacités entre pairs, il est question d'agir sur l'offre de services offerts par les organisations communautaires en travaillant à l'améliorer (en qualité, en articulation avec les systèmes de santé, et en diversité) pour **impacter la santé globale des personnes les plus vulnérables** (HSH, UDI, TS, migrants-es, femmes, jeunes).

Les interventions sont diverses : **services de dépistage communautaire démedicalisé, promotion des autotests et des auto-prélèvements, déploiement d'offres de santé sexuelle (VIH, IST, cancers à HPV, chemsex, etc.), services de prévention combinée, santé mentale, programmes de réduction des risques**.

Grâce à leurs connaissances des enjeux en matière d'accès aux soins, leurs expériences de la délivrance de services

de proximité, et leurs capacités à agir sur les déterminants sociaux, ces réseaux sont des **socles d'expertise et de savoir-faire** à destination des organisations communautaires mais également des acteurs et pouvoirs publics de la santé.

Les évaluations conduites en 2024 ont relevé que l'action des réseaux :

« A permis d'intégrer des stratégies communautaires dans les politiques de santé des pays et une meilleure participation des associations dans la réponse au VIH en positionnant nombre d'associations membres comme bénéficiaires [principaux] de subventions du Fonds mondial. Le renforcement de capacités ciblé et adapté aux besoins des organisations partenaires a permis des avancées majeures dans l'accès aux services des populations clés (PrEP, Dépistage Communautaire, continuum des services) en fonction de leur contexte. »

(Rapport d'évaluation).



Antananarivo (Madagascar), quartier Andravoangy, Novembre 2023.
© Viviane Rakotoarivony

Exemples :

- Inclusion du dépistage communautaire dans la stratégie nationale et sa mise à l'échelle en Mauritanie, au Congo et à Madagascar
- Plaidoyer pour l'inclusion des services (OSS) pour les Populations Clés (PC) dans le processus de généralisation du système d'assurance médicale obligatoire au Maroc

Illustrations d'activités clés

Garantir la place des acteurs.ices communautaires dans l'accès à la PrEP

En mars 2024 à travers le monde, le **nombre cumulé d'initiations** à la PrEP est estimé à 7,4 millions¹. Cela reste loin des 10 millions de personnes sous PrEP nécessaires en 2025.

Parmi les personnes qui ont reçu la PrEP au moins une fois, plus de 75 % d'entre elles (2,6 millions) se trouvaient en Afrique. Les réseaux MENA, PFAO et PACE de Coalition PLUS ont organisé un atelier de plaidoyer à Nouakchott en juin 2024, réunissant **50 participants-es** parmi lesquels les des représentants-es de la société civile, des personnes issues des populations clé (TS, HSH), les équipes techniques de Coalition PLUS, des membres des Programmes Nationaux de Lutte contre le Sida (PNLS) de Tunisie, de Mauritanie et du Mali, le Secrétariat national de lutte contre le sida de Mauritanie, des médecins et plaideurs.

Cet atelier de deux jours s'est concentré sur le **rôle des acteurs-rices communautaires dans l'élargissement de l'accès et de l'utilisation de la PrEP** dans leurs régions respectives. Au cours de l'atelier, les participants ont collectivement identifié les priorités clés du plaidoyer à traduire en action concrètes :

- Renforcer les campagnes d'information et de sensibilisation pour améliorer la demande et l'adhésion
 - Développer des modèles de prestation de services adaptés aux besoins des différentes populations clés
 - Lutter contre la stigmatisation et la discrimination, qui constituent des obstacles majeurs à l'accès
 - Renforcer les capacités des acteurs communautaires pour une prestation efficace des services de PrEP
 - Plaider pour un financement durable afin de soutenir les initiatives portées par les communautés
 - Promouvoir l'intégration des nouvelles options de PrEP à action prolongée dans les programmes nationaux
 - Finaliser et suivre les lignes directrices nationales pour garantir un accès équitable
- Une **task force PrEP** a été créée pour superviser la mise en œuvre de ces recommandations et coordonner les efforts de plaidoyer.

¹<https://www.prepwatch.org/>

Former les soignants-es à la santé des personnes transgenres

À Maurice, les personnes transgenres font face à des barrières sociales et culturelles qui dissuadent la plupart d'entre elles de s'identifier comme telles. La compréhension et la prise en compte des besoins spécifiques des personnes transgenres dans le domaine de la santé sont essentielles pour assurer des services inclusifs.

En juin 2024, la PFOI, accompagnée par SASEA, a organisé une **formation à destination de 28 paires éducateurs-rices et soignants-es issus-es d'associations communautaires** (Collectif Arc En Ciel, PILS, Parapli Rouz, AILES) ainsi que d'infirmiers-ères de la AIDS UNIT.

Les participants-es ont été formés-es à l'identité de genre, soins médicaux et hormonaux, santé mentale, VIH et IST et inclusion. L'atelier a amené les associations à identifier les freins à l'accès au soin dans le contexte mauricien : l'accès aux thérapies hormonales, la santé mentale des personnes transgenres, le manque de soignants-es formés-es, et le besoin d'une reconnaissance légale de la transidentité. Ainsi, chaque association a construit son **plan d'action** sur 4 ans qui vise à une meilleure prise en charge des personnes TG, en fonction des services offerts par sa structure.

La santé anale révélatrice d'inégalités de santé : Coalition PLUS en fait une priorité politique

Les cancers anaux sont presque tous liés à une infection à HPV. Rare au sein de la population générale, le risque de cancer anal est **8 fois plus élevé chez les femmes séropositives** que chez les femmes séronégatives, et **80 fois plus élevé chez les HSH vivant avec le VIH** que dans la population masculine non infectée par le VIH.

Au sein de Coalition PLUS, la prise en charge des pathologies anales chez les personnes appartenant aux populations vulnérables fait l'objet d'un développement progressif et concerté basé sur la

volonté et les capacités des organisations à implémenter ce type de services.

80 % des pathologies anales peuvent être prises en charge par des médecins généralistes communautaires formés. Pour les cas les plus complexes, ces médecins ont un rôle crucial d'identification précoce et de référencement vers des médecins spécialisés qui pourront les prendre en charge efficacement.

Au total en 2024, 19 médecins et 3 infirmières issus de 8 pays (Maroc, République de Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, Congo Brazzaville, Burundi et Maurice) ont été formés à la prise en charge proctologique et à la référence lors d'ateliers régionaux.

« Derrière les luttes. Etat des lieux des besoins et services disponibles en matière de santé mentale et de bien-être des activistes de la diversité sexuelle et de genre au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Guinée Conakry »

Alors que la santé mentale des activistes LGBTQIA+ est mise à rude épreuve dans un contexte de violence et de répression dans certains pays, ce projet du réseau AGCS PLUS en Afrique de l'Ouest se concentre sur l'évaluation des besoins et des services disponibles pour le bien-être des activistes LGBTQIA+ dans trois pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry.

L'étude souligne les défis d'accès aux soins de santé mentale, notamment le manque de psychologues formés, les coûts élevés des consultations et les pressions sociales subies par les activistes. Le projet propose de renforcer les capacités des acteurs locaux, de financer des initiatives spécifiques en santé mentale et de créer des espaces sécurisés pour le soutien psychologique.



Recherche scientifique

02.
NOS ACTIONS

La recherche communautaire à Coalition PLUS vise à impliquer activement les communautés dans toutes les étapes des projets de recherche qui les concernent, afin de générer des données scientifiques utiles au plaidoyer et à l'évolution des services de santé.

Pour garantir une collaboration équilibrée entre chercheurs·ses académiques et acteurs·rices communautaires, Coalition PLUS s'appuie sur des partenariats solides avec des institutions scientifiques et académiques.

Ces partenariats ont été formalisés grâce à quatre Hubs de Recherche qui permettent de structurer et d'animer la recherche communautaire dans les réseaux de Coalition PLUS de manière décentralisée. Ces Hubs forment des espaces d'échange et de renforcement de capacités privilégiés, et permettent de mutualiser les ressources humaines et matérielles.



Séance de dépistage à Antananarivo (Madagascar), quartier Andravoangy, Novembre 2023. © Viviane Rakotoarivony



Séance de dépistage à Kuala Lumpur (Malaisie), Novembre 2023. © Kasra Rucci

Valorisation scientifique

- La valorisation scientifique de Coalition PLUS s'est traduite par la publication de **9 articles** dans des revues à comité de lecture
- En conférence, les membres de Coalition PLUS ont également réalisé **4 présentations orales, et 4 présentations affichées** et ont participé à **2 séminaires**

L'accompagnement à la recherche pour les membres et les partenaires passe par des formations (logiciels notamment), mais aussi et surtout par du renforcement de capacité à travers le *learning by doing*, tout au long des projets.

Ainsi en 2024, le Pôle Recherche et les Hubs ont :

- Proposé des tutorats pour la préparation d'abstracts pour les conférences
- Soutenu la préparation de **3 protocoles ou concept notes**
- Accompagné 4 personnes dans l'écriture d'un **article scientifique**
- Mené **3 formations et 6 sessions de suivi logiciels** (statistiques, gestionnaire bibliographique, montage de questionnaires)

Coalition PLUS possède également un **réseau thématique orienté recherche : Red Ibero-Americana de estudios en hombres gay, otros hombres que tienen sexo con hombres y personas trans (Right PLUS)**. Right PLUS est composé de 5 centres de recherche d'excellence et de 10 organisations communautaires qui travaillent ensemble en apportant chacune leur expertise et savoir-faire. L'objectif de ce réseau est de monter des projets de recherche communautaires et participatifs dans la région ibéro américaine, afin de rendre visible des phénomènes observés par les organisations commu-

nautaires et ainsi améliorer la santé des populations clés.

Coalition PLUS continue d'acquérir davantage de légitimité scientifique et communautaire et reçoit un nombre croissant de sollicitations externes en lien avec son expertise en recherche communautaire : révision d'articles pour des revues scientifiques, évaluation de projets (Comité de sélection des projets de l'Initiative, Jury de l'appel à projet en recherche participative de l'ANRS), participation à des espaces d'échanges et de réflexion scientifique (groupe PrEP de l'action coordonnée 46 de l'ANRS, groupe d'expert sur l'identification de pathogènes prioritaires de l'ANRS, réseau de recherche participative de l'Inserm), invitations à des séminaires ou rencontres scientifiques (Journées du TRT-5, des Jeunes Chercheurs·ses de Sidaction, Symposium Scientifique de Fundación Huésped).

02.
NOS ACTIONS

Focus sur 3 projets de recherche en cours

LAMIS-2025

LAMIS-2025 (Latin American MSM Internet Survey) implique le Pôle Recherche, le Hub Barcelone, le Hub Buenos Aires et l'Université Péruvienne Cayetano Heredia (membre de Right PLUS). LAMIS 2025 est une **enquête en ligne permettant de décrire les caractéristiques sociodémographiques et psychosociales liées à la santé sexuelle des hommes gays, bisexuels et autres HSH en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que d'identifier les besoins spécifiques en matière de santé psycho-socio-sexuelle des sous-groupes les plus vulnérables**.

LAMIS 2025 est portée par le réseau Right PLUS, avec une participation renforcée des organisations communautaires.

En 2024, ce sont 23 pays et territoires d'Amérique Centrale, du Sud et des Caraïbes qui se sont engagés dans le projet et la promotion reposera sur 29 organisations communautaires et académiques qui seront les relais de la promotion continentale auprès des partenaires et réseaux nationaux. Les résultats de LAMIS-2025 fourniront des données essentielles pour orienter les politiques publiques, améliorer la compréhension et la prise en charge des besoins spécifiques actuels des hommes gays et autres HSH en matière de santé globale et de droits humains, tout en renforçant les services de santé communautaire déjà existants dans la région.

SAMAR

SAMAR (Santé Anale au Maroc), financé par l'ANRS-MIE, implique le Pôle Recherche, le Hub Marseille et le Hub Casablanca.

Il vise à **évaluer l'acceptabilité de l'offre de santé anale en cours de déploiement au sein des 8 cliniques de santé sexuelle communautaire de l'ALCS au Maroc, en se concentrant sur les HSH**

et les TS, qu'ils soient séropositifs ou non. Il permettra également d'identifier les leviers d'amélioration de cette offre dans un contexte où la question de la santé anale est extrêmement taboue.

Ce projet permettra également de fournir des données inédites sur l'infection HPV anale et à renforcer les circuits de soins adaptés aux besoins spécifiques des HSH et TS au Maroc. Enfin, ce projet permettra également d'identifier des besoins de plaidoyer (pour l'accès à la vaccination par exemple).

SEXTRAAL

SEXTRAAL, financé par Sidaction, implique le Pôle Recherche, IpDH, Kimirina, et le Hub Marseille. Il s'inscrit dans la continuité du projet ANRS SEXTRA (2020-2023), mené dans 8 pays, qui visait à **identifier les besoins en santé sexuelle des hommes et des femmes trans dans le sexe transactionnel en ligne**. SEXTRAAL se concentre sur l'analyse des données issues de la Bolivie et de l'Équateur, afin de contribuer à des interventions communautaires adaptées et d'ouvrir la voie à de futures recherches sur cette thématique en pleine évolution.

Projet femmes UD

Projet chez les UD au Togo et au Bénin, financé par l'Initiative et porté par Médecins du Monde (MdM) et dans lequel Coalition PLUS est responsable du volet plaidoyer et d'une partie du volet recherche via une étude qualitative spécifique auprès des femmes. Ce volet recherche vise à comprendre les besoins des femmes usagères de drogues (FUD) en matière de réduction des risques (RdR) et de santé sexuelle dans ces deux pays, en se basant sur des entretiens individuels et des ateliers de recherche action afin d'adapter les services des organisations communautaires locales à leurs besoins.

Plaidoyer

L'appui technique au plaidoyer des membres et partenaires, un engagement continu à soutenir des initiatives stratégiques sur le terrain :

- Un atelier multi-pays sur le plaidoyer pour les financements domestiques envers la PFAO à Dakar
- Un atelier sur le plaidoyer communautaire dans l'Océan Indien
- Une session sur le plaidoyer pour la PREP à Nouakchott
- Une formation en plaidoyer pour les Conseils d'administration et les comités de direction des associations de la lutte contre le sida à Maurice

Leadership & Influence

Accompagner les plateformes régionales (Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique du Centre et Océan Indien) dans le suivi de leurs priorités annuelles de plaidoyer.

Politiques internationales de santé

Renforcer les partenariats stratégiques et créer une dynamique collective autour des enjeux de santé mondiale, en particulier la préparation de la reconstitution des ressources du Fonds mondial prévue en 2025.

L'Alliance Globale pour la Santé et les Droits (AGCS PLUS)

En 2024, AGCS PLUS a joué un rôle déterminant dans la défense des droits humains, la santé mentale et la lutte contre les discriminations envers les minorités sexuelles et de genre.

Grâce au soutien stratégique et opérationnel de Coalition PLUS, AGCS PLUS a coordonné la mobilisation régionale pour la libération des 13 partenaires et salariés d'Alternatives Cameroun, aboutissant à la libération de presque tous les détenus.

Sur le front de la santé mentale, AGCS PLUS a organisé avec succès une pré conférence en marge d'AFRAVIH 2024 à Yaoundé, réunissant des activistes francophones et présentant une étude novatrice sur la santé mentale au sein des communautés MSG.

Parallèlement, AGCS PLUS a marqué la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples par la lecture de sa déclaration en session plénière à travers un plaidoyer en faveur de l'abrogation des lois criminalisant les minorités sexuelles et de genre, identifiées comme un frein majeur à la lutte contre le VIH.

Le réseau a également coorganisé un colloque international sur la réduction de l'homophobie à Cotonou, qui a abouti à des résolutions concrètes.



Campagne de sensibilisation et de dépistage, Le Caire (Égypte). © Mobarak Saad



Antananarivo (Madagascar), 2023. © Viviane Rakotoarivony

03 Résilience et innovation

Depuis sa création, Coalition PLUS a montré que l'existence d'un collectif fort protège ses membres mais est également un levier important de développement individuel et collectif. Malgré sa récente constitution (2008), Coalition PLUS a pu construire et renouveler sa vision, ses standards mais également mettre en place une gouvernance à son image. Pour que cette gouvernance perdure, il est nécessaire de s'y investir collectivement à travers des échanges, de la mobilisation d'expertises, de l'animation du réseau et de l'aide à la prise de décision. Cette gouvernance partagée reste aujourd'hui un outil clé pour garantir une vision commune et se positionner en première ligne des enjeux actuels et à venir.

Le modèle communautaire en santé, particulièrement dans les associations de lutte contre le VIH/sida, permet de développer des programmes adaptés aux réalités du terrain avec une grande flexibilité d'adaptation des activités aux besoins réels. En cela le modèle communautaire en santé est un terrain d'innovations en continu. La résilience caractéristique des structures communautaires les positionne d'ailleurs souvent en cheffes de file dans situation de crises, comme ce fut le cas lors de la pandémie de Covid-19.

Miser sur la structuration associative et la force du collectif

Depuis la création de Coalition PLUS, un mécanisme d'apport financier annuel de l'union à ses membres a été mis en place. Cet apport est un financement structurant qui permet aux organisations membres de maintenir le niveau de structuration et de gouvernance requis pour la labellisation au sein de Coalition PLUS mais également de mettre en œuvre leurs propres stratégies. Cet apport vient financer ce qui n'est traditionnellement ou ponctuellement pas soutenu par leurs partenaires financiers.

La libre décision de la planification de l'utilisation des fonds de l'apport répond directement aux principes de la localisation de l'aide et s'adapte au rythme de développement de chaque organisation, en respectant leurs propres mécanismes de décision interne, en respect du principe d'autonomie de chaque membre de Coalition PLUS.

En 2024, l'évaluation de ce mécanisme a démontré :

→ Que celui-ci est indispensable au bon fonctionnement et au développement de la vie associative des organisations, et ce quelle que soit la part qu'il représente dans le budget global de l'organisation

→ Qu'il a un potentiel catalytique et d'effet levier fort : il permet l'accès à des nouvelles sources de financement (exigeantes en termes de capacités de gestion, de reporting, de niveau de cofinancements, etc.) et une structuration durable (en facilitant la formation et la rétention des ressources humaines)

→ Qu'il est aussi indispensable pour réagir face aux crises. Dans 100 % des situations urgentes ou imprévues rencontrées par les organisations, l'apport a été un outil souple et réactif, quel que soit le niveau de gravité des situations

Enfin, en s'orientant sur des champs stratégiques du développement des organisations, l'apport permet aux organisations de travailler en profondeur et sur la durée à un leadership plus structurel, qui dépasse les questions de visibilité externe et de légitimité, en plaçant les organisations en première ligne en matière de plaidoyer communautaire, de prise en charge et de réponse nationale au VIH, ou encore dans l'accès aux financements internationaux.

Répondre aux crises mondiales

Face à des crises multiformes, Coalition PLUS adapte ses réponses :

→ Recours au Fonds d'urgence

→ Apport aux membres

→ Mécanismes d'octroi de facilités de trésorerie

→ Protocoles de sécurité

→ Mobilisation des partenaires internationaux pour coordonner la réponse de soutien

Cameroun

Le 30 septembre 2024, 13 activistes et bénéficiaires LGBTQIA+ d'Alternatives Cameroun ont été arrêtés pour « homosexualité ».

Dès le mois d'octobre 2024, Coalition PLUS a réagi et un chargé de plaidoyer basé à Yaoundé a pu coordonner la réponse des acteurs (associations, avocats, partenaires techniques et financiers) Aujourd'hui 3 personnes sont toujours emprisonnées.

Sahel

Coalition PLUS a adapté son soutien pour répondre aux besoins urgents des pays du Sahel, renforçant ainsi leur résilience face à un contexte politique et militaire fragile.

Ce soutien s'est concrétisé par le développement d'une stratégie de plaidoyer visant à mobiliser des frais de gestion du Fonds mondial pour ARCAD SANTÉ PLUS au Mali. Pour atteindre cet objectif, quatre réunions techniques ont été organisées afin de convaincre de la pertinence de ce paiement et de la destination de ces frais, garantissant ainsi la durabilité des

initiatives en santé et droits humains.

Par ailleurs, à l'occasion du 30^e anniversaire d'ARCAD SANTÉ PLUS, Coalition PLUS a mis l'accent sur la nécessité d'une réponse efficace aux urgences dans la région. À ce titre, elle a promu un plan de coordination des interventions communautaires avec le soutien du Fonds mondial et de l'ONUSIDA.

De plus, huit associations de la région ont été formées à la mobilisation de ressources, ce qui a inclus la création d'une cartographie des opportunités financières.

Enfin, avec l'appui de Coalition PLUS, le réseau géographique d'Afrique de l'Ouest » (PFAO) a également produit un guide de formation pour parajuristes, renforçant ainsi les capacités de vingt d'entre eux qui sont confrontés aux défis des populations vulnérables touchées par les crises régionales.



Clinique mobile de l'ANCS dans le quartier de Ndong (Kaolack, Sénégal), 2024. © Mamadou Diop

Mécanismes de mutualisation des risques financiers

Les organisations de la société civile, en particulier les organisations communautaires, sont vulnérables aux fluctuations économiques et aux arrêts brutaux de financement. Pourtant, elles n'ont souvent pas accès aux outils financiers comme les prêts ou les facilités de trésorerie dans leur pays. Même si elles peuvent ajuster leur budget, elles doivent parfois faire face à des dépenses urgentes qui, à terme, leur permettront d'économiser de l'argent.

Dès sa création, Coalition PLUS a mis en place un système de solidarité financière pour soutenir son réseau. Certains membres acceptent parfois de recevoir leurs paiements plus tard, ce qui permet d'aider d'autres organisations en difficulté ou ayant besoin de fonds pour investir. Ce mécanisme a permis à plusieurs associations d'éviter la faillite, d'honorer des paiements essentiels (salaires, factures) et de traverser des périodes de tension financière.

En 2024, Coalition PLUS a soutenu plusieurs de ses membres en leur accordant des avances sur projets et des prêts sans intérêt, pour un total de 400 000 euros, afin de les aider à surmonter des difficultés de trésorerie.

DEI : Antiracisme et décolonisation

En 2024, Coalition PLUS amorce un large chantier autour des questions d'équité, de diversité et d'inclusion

Ce chantier rejoint la réflexion collective sur la décolonisation et une volonté d'améliorer les procédures au sein du secrétariat.

Avec l'appui de LAUDACE, une société de conseil en matière de Diversité, Équité et Inclusion (DEI), le secrétariat lance un état des lieux sur les procédures et les perceptions des salariés-es.

Un questionnaire, suivi d'entretiens et de deux focus groupes sont effectués au cours de l'année. Des recommandations sur la base de cet état des lieux sont partagées au Comité de direction qui élabore un plan d'action par direction pour la continuité du chantier en 2025.

En parallèle, en mai 2024, une première formation sur la déconstruction du racisme s'est tenue en présentiel durant le séminaire d'équipe du secrétariat de Coalition PLUS à Casablanca. Cette formation est suivie de deux autres sessions sur l'identification du racisme et sur la sécurité psychologique au travail, pour **permettre aux salariés-es de pouvoir identifier et répondre au racisme et à la discrimination au travail dans un cadre de sécurité et de confiance.**



République de Maurice, 2023. © Kendy Mangra

Coalition PLUS s'engage pour l'égalité de genre

En 2024, Coalition PLUS a franchi une étape décisive en adoptant sa **politique genre**, réaffirmant son engagement en faveur de l'égalité de genre et de l'intégration d'une approche intersectionnelle dans la lutte contre le VIH.

Cette politique constitue un levier stratégique pour renforcer l'accès aux soins et aux droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre (MSG). **Elle est désormais intégrée comme le 10^e critère d'adhésion** des membres de Coalition PLUS, affirmant son importance dans l'ensemble du réseau.

La finalisation de la politique genre a été rendue possible grâce au Groupe de Travail Genre, qui a mené un processus de réflexion et de conception depuis février 2023. Ce travail collectif a permis d'adopter une politique cohérente avec notre vision commune et opérationnalisable dans la diversité des contextes du réseau.

Une politique genre alignée sur les réalités des populations clés

Dans la plupart des pays de l'union, les législations répressives et l'influence des mouvements anti-genre aggravent les discriminations et violences contre les MSG, limitant leur accès aux services de prévention et de soins du VIH. Les femmes et les jeunes filles, qui représentent plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH, subissent également ces inégalités. Parmi elles, les femmes trans, travailleuses du sexe, migrantes, racisées et usagères de drogues sont confrontées à des vulnérabilités croisées qui aggravent leur exclusion des systèmes de santé et augmentent leur risque face au VIH. Enfin, le manque de données désagrégées par genre au sein des populations clés constitue un obstacle majeur à l'adaptation des politiques et programmes à leurs besoins. Une riposte efficace au VIH nécessite une approche intersectionnelle et sensible au genre.

5 engagements

01. Prévenir, répondre et lutter contre les violences basées sur le genre

02. Promouvoir un cadre organisationnel sensible au genre

03. Instaurer une politique salariale favorisant l'inclusion et l'égalité de genre

04. Intégrer l'approche genre de manière transversale dans tous les projets, programmes et documents stratégiques

05. Intégrer systématiquement le genre comme déterminant d'accès à la santé dans les services et actions destinés aux usagers-es.

La mise en œuvre progressive repose sur plusieurs actions clés

- La diffusion et l'appropriation de la politique à tous les niveaux du réseau
- La réalisation d'états des lieux et d'auto-évaluations pour identifier les besoins prioritaires des associations membres
- L'élaboration de plans d'action adaptés aux contextes nationaux et institutionnels
- Le renforcement des capacités via des outils de sensibilisation et des espaces de partage d'expériences
- Un suivi régulier par le Groupe de Travail Genre

Une transformation durable de nos actions

L'adoption de cette politique marque une transformation structurelle de nos actions visant à :

- Renforcer l'accès aux soins en intégrant systématiquement une approche genre intersectionnelle dans les services et programmes de prévention et de soins
- Développer des actions de plaidoyer ciblés pour lutter contre les violences basées sur le genre et réduire les discriminations envers les MSG
- Mener des recherches pour mieux comprendre les obstacles rencontrés par les femmes et les MSG faisant partie des populations clés
- Collecter et analyser des données de suivi désagrégées et ciblées



Dépistage communautaire par les femmes et pour les femmes à Kuala Lumpur (Malaisie), Novembre 2023. © Kasra Rucci

L'Intelligence artificielle au service de notre mission : exploration et premiers jalons

En 2024, Coalition PLUS a initié une réflexion stratégique sur l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans ses activités. Cette démarche s'inscrit dans un contexte où les **avancées en IA générative offrent des opportunités inédites pour la lutte contre le VIH, l'optimisation de nos opérations et l'amélioration de la communication multilingue**.

Un groupe de travail a été mis en place pour explorer les implications de ces technologies et proposer des axes d'action concrets. Plusieurs expérimentations ont été menées, notamment au sein du secrétariat et des membres, avec des applications dans la traduction, la communication, la formation et l'analyse des données. Un webinaire organisé en septembre 2024 a confirmé un intérêt marqué des équipes, tout en soulevant des préoccupations sur la protection des données et les biais algorithmiques.

Le Conseil d'Administration a ainsi adopté plusieurs résolutions visant à :

- Faciliter l'accès aux outils d'IA
- Elaborer un cahier des charges pour l'interprétariat et la traduction
- Mener un état des lieux des impacts de l'IA sur la santé

L'accent est également mis sur la nécessité d'un cadre de bonnes pratiques pour garantir une utilisation éthique et responsable de ces outils.

Cette première phase d'exploration ouvre la voie à un travail approfondi en 2025, avec pour objectif de structurer l'utilisation de l'IA au sein de Coalition PLUS tout en respectant nos valeurs et engagements communautaires.



Antananarivo (Madagascar), 2023. © Viviane Rakotoarivony



Séance de dépistage à Antananarivo (Madagascar), quartier Andravoangy, Novembre 2023. © Viviane Rakotoarivony

Pas de solidarité internationale sans justice climatique

Coalition PLUS s'engage activement dans la lutte contre le dérèglement climatique, consciente de son impact direct sur la santé et les populations vulnérables au VIH, en particulier dans les pays du Sud. Depuis plusieurs années, des mesures ont été initiées pour réduire l'empreinte carbone, comme l'adaptation de la politique de voyage et la diminution du nombre de réunions en présentiel.

En 2024, le Conseil d'Administration a renforcé cet engagement en mandatant la direction générale pour **élaborer une politique climat et santé intégrant la réduction du bilan carbone et la prise en compte des enjeux climatiques dans les actions**. Un groupe de travail a été mis en place, réunissant administrateurs·rices et salariés·es, afin de structurer cette politique en plusieurs étapes. Les priorités identifiées portent sur :

- La sensibilisation des équipes
- La réduction des déplacements
- L'évaluation de l'impact environnemental des activités
- La mise en place de bonnes pratiques au sein du Secrétariat et du CA

Un premier point d'étape est prévu en avril 2025, avant la validation finale de la politique en Conseil d'Administration en octobre 2025.

Ce travail s'inscrit dans une démarche plus large de justice climatique, en lien avec les enjeux de genre et l'approche décoloniale, pour garantir une réponse inclusive et adaptée aux réalités des communautés les plus exposées aux effets du changement climatique.



Antananarivo (Madagascar), 2023. © Viviane Rakotoarivony

2025, une année 04 de défis

Quelle place pour Coalition PLUS dans l'architecture de la santé mondiale ?

En 2025, les enjeux de santé mondiale confrontent les acteurs de la lutte contre le VIH à des défis majeurs. Le risque de recul dans la lutte contre les maladies existe, à la croisée d'une crise de financement persistante, des effets croissants du changement climatique et de la régression des droits humains dans plusieurs régions du monde.

Le contexte politique mondial présente des défis significatifs pour la santé sexuelle et la lutte contre le VIH. Les décisions successives de l'administration américaine (retrait de l'OMS, ordre de suspension du PEPFAR durant 90 jours et fermeture de l'USAID) ont plongé les organisations communautaires dans le chaos et déstabilisent les systèmes de santé à travers le monde.

La progression des partis d'extrême droite en Europe et dans certains pays d'Amérique latine menace les acquis en matière de santé publique. Leurs positions, hostiles aux communautés les plus affectées par le VIH et les hépatites, compromettent les efforts de prévention et de traitement.

Dans plusieurs pays, les droits des personnes LGBTQIA+ sont en déclin, avec des craintes de durcissement politique en 2025. Cette stigmatisation limite l'accès aux services de santé sexuelle, augmentant le risque de transmission du VIH et en affectant l'état de bien-être mental des populations clés.

2025 est aussi l'année de plusieurs reconstitutions des ressources des organismes de santé internationale, notamment celle du Fonds mondial. Ces dynamiques politiques et sociales complexes posent des risques majeurs pour la santé sexuelle et la lutte contre le VIH, nécessitant une vigilance et des réponses adaptées.

Face au risque de marginalisation des enjeux du VIH, Coalition PLUS plaide pour une optimisation des ressources, une participation active des communautés aux instances de gouvernance et une lutte renforcée contre les discriminations.

L'Union revendique la reconnaissance des pairs éducateurs·rices et acteurs·rices communautaires comme partie intégrante des systèmes de santé et milite pour un cadre de gouvernance plus inclusif au sein des principales institutions de santé mondiale.



Séance de dépistage à Antananarivo (Madagascar), quartier Andravoangy, Novembre 2023.
© Viviane Rakotoarivony

Elle concentre ainsi son action sur trois axes stratégiques :

01. Positionner les communautés comme des actrices incontournables de la santé mondiale

En renforçant leur participation et en plaidant pour des systèmes de santé ancrés dans les réalités locales. A travers des projets comme RIPOSTE, la Fabrique des dialogues, RISE, PRIDE, EPIC, Projets hépatites, COHMSM, PreP femmes, l'Union dispose de leaders et d'outils politiques pour faire de la pair éducation, de l'outreach et de la recherche communautaire des leviers essentiels pour atteindre les populations les plus marginalisées.

02. Coordonner l'influence dans les instances de santé mondiale

En investissant l'OMS, l'ONUSIDA et le Fonds mondial pour y faire entendre la voix des communautés. En mai 2025 par exemple, Coalition PLUS prévoit un événement parallèle à l'Assemblée Mondiale de la Santé afin d'assurer une présence communautaire dans un moment politique charnière.

03. Maximiser l'impact tout en sécurisant des financements durables

En plaidant pour des ressources suffisantes et en refusant leur réallocation vers des priorités sécuritaires. A travers le projet New Venture Fund for Global Fund Advocacy (NVF) par exemple, l'Union se mobilise pour une huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial à la hauteur des besoins, en particulier pour les populations clés.

Depuis 2019, Coalition PLUS investit l'agenda de la santé mondiale pour y porter la place centrale des communautés dans la lutte contre le VIH et plaider pour un financement durable et inclusif de leur action. En 2025, l'Union veut affirmer son rôle en tant qu'acteur incontournable et garantir que la fin de l'épidémie à VIH reste une priorité politique et financière. Elle lutte contre les remises en question du multilatéralisme et la montée des mouvements réactionnaires en portant les communautés au cœur de la riposte.



Campagne de street marketing à Paris (France) en 2024. © Justine FALQUERHO Agence Solidaire

05 Finances

Faire appel à la générosité du public

L'année 2024 est marquée par la reprise de campagnes tests de street-marketing. L'objectif de ces campagnes est d'évaluer l'évolution de la collecte de fonds en face à face auprès du grand public en France, avec un volume d'investissement mesuré. Dotée d'un nouveau logo et une image de marque redéfinie, Coalition PLUS est allée à la rencontre des passants en région parisienne pour leur proposer de réaliser un don régulier.

3 campagnes de street marketing en France 2024

1033 nouveaux donateurs recrutés.

Montant collecté en France, en 2024 :

13 504 donateurs pour un montant total collecté de 1 692 513,78 €

Montant collecté en Suisse, en 2024 :

2 349 donateurs pour un montant total collecté de 526 926 CHF

Montant collecté en Belgique, en 2024 :

2 671 donateurs pour un montant total collecté de 294 895,50 €



Campagne de street marketing à Paris (France) en 2024. © Justine FALQUERHO Agence Solidaire

Stream for love : un événement caritatif en ligne

8 506 € collectés en 3 jours

170 donateurs issus de 9 pays

264 fous-rides

20 streameuses et streamers issus de la communauté LGBTQI et alliés.es

« Je me suis sentie fière de pouvoir, à mon échelle, apporter mon aide pour une cause qui dure depuis tellement d'années et c'est avec l'aide de ma communauté que l'on va essayer d'apporter notre pierre à l'édifice. »

— La streameuse Ch0uuxx à propos de sa participation.



Accompagner les membres de Coalition PLUS dans le développement de la collecte de fonds auprès des particuliers

En septembre 2024, l'équipe de Coalition PLUS a réalisé une mission de renforcement de capacités en République de Maurice auprès de l'association PILS, avec pour objectif de relancer le programme de collecte en streetmarketing, après une interruption liée au Covid-19. L'objectif : augmenter les fonds propres de l'association et ainsi augmenter son autonomie financière vis-à-vis des bailleurs de fonds.

Coalition PLUS a formé une équipe de recruteurs.euses, participé à la structuration d'un encadrement efficace et accompagné les responsables de la collecte de PILS.

La campagne fut un succès en termes de renforcement des liens entre Coalition PLUS et PILS et en termes de nombre de donateurs recrutés.

« Je suis heureuse de vous aider depuis toutes ces années et félicitations pour votre engagement. J'espère que la lutte continuera et portera ses fruits davantage chaque jour ».

— Une donatrice, à propos de son don mensuel à Coalition PLUS.

Merci à nos partenaires



Programme d'implication communautaire au sein de 7 réseaux régionaux d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et de l'Est, de l'océan Indien, d'Amérique et des Caraïbes, d'Asie du Sud et du Sud-Est, et de 3 réseaux thématiques et linguistiques de Coalition PLUS (Réseau lusophone, RIGHT PLUS, AGCS PLUS).

En plus du renforcement de capacités structurel et de l'appui à la gouvernance, ce programme permet des activités spécifiques en renforcement de capacités des services, en plaidoyer et en recherche communautaire.



Dotation globale pour le financement des activités d'appui à la gouvernance des membres de Coalition PLUS, de soutien à AGCS PLUS, et de soutien aux activités et au fonctionnement du secrétariat.



→ Étude multipays, exploratoire et descriptive visant à identifier les déterminants au VIH et les besoins en santé sexuelle des travailleurs du sexe nés de sexe masculin et offrant leurs services sur internet.

→ Enquêtes pour évaluer l'impact de la crise sanitaire Covid-19 en milieu communautaire dans la région MENA.

→ Soutien des activités et du fonctionnement du laboratoire SESSTIM dont Coalition PLUS assure le portage.



Colloque de réflexion pour la réduction de l'homophobie et la transphobie dans le Sud global.



→ Accès à la PrEP pour les femmes : élaboration et mise en œuvre d'une intervention communautaire modélisable et adaptée aux femmes exposées au VIH au Maroc et à Maurice, projet porté par l'ALCS (Maroc).

→ Accès à des services de santé de qualité pour les populations clés.

→ Riposte communautaire pour l'accès aux soins et aux droits des populations clés dans 7 pays d'Afrique francophone « Riposte : la voix des populations clés », projet porté par REVS PLUS (Burkina Faso).

→ Soutien au développement de dialogues inclusifs en Afrique francophone, impliquant les jeunes, les femmes et les minorités de genre pour renforcer l'impact de la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose.

→ Recherche-action participative sur l'implication des populations clés et affectées dans les CCM, à travers le prisme de la responsabilité communautaire.

→ Dissémination des expertises de réduction des risques auprès des associations communautaires d'Afrique de l'Ouest francophone (Togo et Bénin) dans le cadre de la lutte contre le VIH et la tuberculose au sein des populations usagères de drogues, projet porté par Médecins du Monde France.

→ Favoriser l'accès des populations clés, adolescents-es, filles et jeunes femmes à des services VIH inclusifs, respectueux des droits humains dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre, par la réforme juridique, le soutien pour l'accès aux services juridiques et la lutte contre la stigmatisation, la discrimination et les violences basées sur le genre (VBG) en milieu de soins, projet porté par ONUSIDA.



Assistance technique à court terme pour la société civile et les communautés.



Pour un meilleur accès à des services VIH de qualité et fondés sur les droits pour les populations les plus vulnérables.

Merci à nos mécènes



Le laboratoire apporte son soutien financier pour la seconde année consécutive à la Semaine Internationale du Dépistage (SID) par le biais de son département Afrique pour un montant total de 33 000 €.



Encourager la France à augmenter son niveau de soutien au Fonds mondial et maintenir son rang de donateur pour la 8e Conférence du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de 2025.



Soutien au renforcement des organisations communautaires malgaches pour améliorer le dépistage du VIH, des IST et des hépatites, renforcer la coordination et réduire la transmission.



→ En 2024, la Ville de Paris soutient l'accès à des dispositifs de santé sexuelle et reproductive pour les femmes et adolescentes en Equateur, ainsi que la réinsertion des survivantes de violences basées sur le genre.

→ A Madagascar, elle appuie la réduction des risques pour les usagers de drogues injectables.

→ En Algérie, elle finance l'amélioration de l'accès à l'information, aux soins et à la prévention combinée des populations vulnérables.

Et aussi

MPact, dans le cadre du consortium SHAG.



L'entreprise apporte un soutien financier et réalise des dons de matériel pour renforcer et déployer les services de soins proctologiques au Burundi, au Maroc, à Maurice et au Mali.



La fondation apporte son soutien financier qui a permis l'achat de matériel professionnel et la formation de soignants-es pour déployer les services de soins proctologiques au Burundi, au Maroc, à Maurice et au Mali.



L'entreprise apporte son soutien à travers du mécénat de compétence en traduction du français vers le portugais et l'espagnol.



L'entreprise apporte son soutien à travers du mécénat de compétences en traduction du français vers l'arabe et le russe.



L'entreprise apporte son soutien à travers du mécénat de compétences en traduction du français vers l'anglais.

Le résultat net de l'exercice 2024 s'établit à **+ 107 032,81 €** en retrait par rapport à la projection budgétaire initiale de **+ 272 K €**, soit un taux de réalisation de **39 %** de la prévision. Ce niveau s'explique par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels (ralentissement de la collecte, charges exceptionnelles...). Par ailleurs, ce résultat 2024 est aussi **inférieur de 29 %** à celui enregistré en 2023 (**150 623 €**).

L'exercice 2024 est une année de transition pour Coalition PLUS, avec la fin de la première phase de PLAS 1, mais également le lancement progressif de nouveaux financements structurants. Malgré ce contexte, Coalition PLUS est parvenue à **maintenir une trajectoire financière maîtrisée**, avec un résultat représentant **presque de 1 % des produits de l'exercice**.

Contrairement à l'année précédente, les indicateurs du bilan 2024 révèlent une situation plus contrastée, marquée par des signaux d'amélioration partielle mais aussi des éléments de vigilance à court terme.

Le niveau de recouvrement des créances enregistre un ralentissement, passant de 543 K € en 2023 à 287 K € en 2024, soit une baisse de 47 %. Cette évolution s'explique en partie par l'octroi de facilité de trésorerie à un membre en difficulté et un choix de rééchelonnement dans le recouvrement de certaines créances.

À noter toutefois un point positif important : le prêt à titre gratuit consenti à notre filiale Coalition PLUS Suisse relatif aux investissements en street-marketing est intégralement remboursé.

Au niveau des fonds propres, la situation reste dynamique avec une progression de **+11 %**, atteignant **1 090 K €**, consolidant ainsi la structure financière malgré un résultat inférieur à l'objectif initial.

La dette envers les membres enregistre une baisse significative de **35 %**, passant de **2 856 K € à 1 858 K €**, grâce à une stratégie proactive d'apurement des

soldes, notamment avec AIDES.

Les produits et les charges de l'exercice 2024 ont évolué de manière **corrélée**, traduisant une stabilité relative du modèle économique dans un environnement pourtant marqué par des transitions de financement.

En comparaison avec 2023, les **produits ont progressé de +22 %**, atteignant un total de **11,19 M €**, contre 9,2 M € l'année précédente. Cette progression s'explique essentiellement par la montée en charge de plusieurs conventions d'activités signées tardivement en 2023 mais actives sur 2024.

Parmi les éléments marquants de cet exercice il faut donc noter :

→ La reprise d'activités de street-marketing à hauteur de 200K €

→ Une **dotation de 150K € a été apportée par le bureau suisse à Coalition PLUS et de 400K € par le Fonds de dotation Coalition PLUS**, afin de financer les activités courantes de Coalition PLUS

L'apport de AIDES demeure stable à 2,5 M €, confirmant sa place comme premier poste de financement de Coalition PLUS, presque au niveau de l'Agence Française de Développement (AFD), dont **2,4 M € de produits ont été constatés en 2024**.

On note également une **hausse marquée des financements de l'ANRS (+61 %)** et de l'Initiative (+90 %), due à l'entrée de projets à forte intensité financière, tels que VESPA3 ou Accès Santé 2.

En revanche les **produits issus de la générosité du public poursuivent leur baisse**, conséquence directe de l'attrition progressive de la base de donateurs individuels. Bien que cette baisse soit contenue grâce aux actions de fidélisation, elle souligne la nécessité d'une réflexion stratégique sur le renouvellement des canaux de collecte.

Les **charges ont quant à elles suivi la même dynamique que les produits**, augmentant également de **+22 %**, pour atteindre **11,08 M €**. Ce parallélisme a permis de maintenir un **résultat net excédentaire de +107 032,81 €** bien qu'étant en retrait par rapport à la projection initiale.

Contrairement à l'exercice précédent, 2024 a été marqué par la reprise de plusieurs événements internationaux de premier plan, notamment les conférences **IAS AIDS Munich, AFRAVIH Yaoundé et ICASA**, auxquelles Coalition PLUS a participé. Ces engagements ont représenté une **mobilisation financière significative**, qui s'est reflétée dans le niveau des charges.

En parallèle, plusieurs programmes structurants, tels que PLAS, les Conventions Programmes et Access Santé 2, ont poursuivi leur montée en charge, contribuant à l'augmentation progressive du niveau d'activité.

La situation comptable de Coalition PLUS poursuit une trajectoire d'amélioration en 2024, malgré un résultat net en retrait par rapport à 2023.

La **trésorerie nette continue de progresser**, passant de **813 K € à 1 006 K €**, grâce notamment aux **encaissements reçus en fin d'exercice sur les conventions AFD**, qui ont soutenu les flux de trésorerie disponibles.

Les **fonds propres poursuivent leur renforcement**, atteignant 1 090 K €, en hausse de 11 % par rapport à 2023, soutenus par le résultat positif et les apports ponctuels (fonds de dotation, Bureau Suisse).

En contrepartie, le **niveau d'endettement global augmente**, en lien avec la **reconnaissance de produits constatés d'avance (engagements futurs d'activités à réaliser en lien avec des conventions pluriannuelles)** sur les nouvelles conventions contractualisées en 2024, traduisant une dynamique de portefeuilles en cours de montée en charge.

Enfin, la dette envers les membres et autres fournisseurs a diminué de 35 %, pour atteindre 1,856 M €, dont environ 800 K € en autres dettes (fournisseurs, Bureau Belgique, Bureau Suisse, factures non parvenues, etc.). Cette évolution positive témoigne d'un assainissement engagé, qui devra se poursuivre avec rigueur en 2025 afin de consolider durablement la situation financière nette.

Finalement, les comptes de l'exercice 2024 reflètent une dynamique d'amélioration progressive. Le résultat net, bien que légèrement inférieur à celui de 2023, demeure positif et témoigne de notre capacité à nous adapter à un environnement financier en transition, marqué par la fin de financements stratégiques (diminution des financements de la Robert Carr Foundation et baisse en valeur du montant des conventions programmes de l'AFD) et le lancement progressif de nouveaux projets.

Plusieurs indicateurs témoignent d'une trajectoire encourageante comme la progression des fonds propres, le maintien d'une trésorerie significativement excédentaire, et la mise en œuvre de mesures concrètes de sécurisation.

Cette situation traduit la résilience de notre modèle économique et les efforts engagés pour renforcer sa soutenabilité financière. Elle appelle à poursuivre les actions engagées, à optimiser les outils de pilotage, et à pérenniser les stratégies de financement afin de consolider les équilibres dans un contexte incertain et en recomposition.

— Guy Gagnon, Trésorier

Bilan

	2023	2024	Variation
BILAN ACTIF	14 699	12 576	-14 %
Immobilisations nettes	1 115	927	
Créances	12 638	10 571	
Trésorerie	813	1 006	
Charges constatées d'avance	133	72	
Ecart de conversion	0,3	0	
BILAN PASSIF	14 699	12 576	-14 %
Fonds propres	984	1091	
dont résultat de l'exercice	150	107	
Fonds dédiés	70	80	
Dettes et provisions	3 383	2 296	
Produits constatés d'avance	10 259	9 095	
Ecart de conversion	3	14	



Séance de dépistage à Kuala Lumpur (Malaisie), Novembre 2023. © Kasra Rucci

Compte de résultats

	2023	2024	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION	9 099	11 035	+21 %
Subventions et concours publics	4 395	6 693	+52 %
Dons	1 850	1 612	-13 %
Contributions financières	2 500	2 500	+0 %
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	325	180	-45%
Cotisations	15	15	+0 %
Autres	10	35	+21 %
Utilisation fonds dédiés	4	0	
CHARGES D'EXPLOITATION	8 852	10 802	+22 %
Achats, autres achats, charges externes	2 148	2 835	+32 %
Aides financières et autres charges de soutien au réseau	4 139	4 584	+11 %
Impôts, taxes	174	140	-20 %
Frais de personnel	2 376	2 684	+13 %
Amortissement, provisions			
Reports fonds dédiés	8	9	+13 %
Autres charges	7	550	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	247	233	-6 %
RÉSULTAT FINANCIER	(97)	(1)	-99 %
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0	(124)	
RÉSULTAT COMPTABLE	151	107	-29 %

Nature

Article Scientifique

Référence

Factors associated with ART interruption during the COVID-19 crisis in Burundi (the EPIC community-based research program)

Niyongabo A., Villes V., Diagne R., Castro Avila J., Mutima J.M., Gakima D., Nimbona P., Niyoncuti E., Rwamuco E., Manirakiza M., Riegel L., Lorente N., Delabre R.M., Rojas Castro D., Scientific Reports, <https://doi.org/10.1038/s41598-024-63805-2>.

Men Who Have Sex with Both Men and Women in West Africa : Factors Associated with a High Behavioral Risk of Acquiring HIV from Male Partners and Transmission to Women (CohMSM ANRS 12324-Expertise France)

Marion Fiorentino, Bakary Coulibaly, Clotilde Couder, Bintou Dembélé Keita, Camille Anoma, Élias Dah, Éphrem Mensah, Thomas Niamkey Alias, Juste Rodrigue Touré, Drissa Camara, Anouwsadat Rodolphe Kokouba, Gwenaëlle Maradan, Marion Mora, Michel Bourrelly, Lucas Riegel, Daniela Rojas-Castro, Bruno Spire, Christian Laurent, Luis Sagaon-Teyssier & Le groupe d'étude CohMSM, Archives of Sexual Behavior, <https://doi.org/10.1007/s10508-023-02715-2>

How community-based organizations responded to the Covid-19 crisis to maintain HIV services among vulnerable populations in Burundi, Mauritania and Lebanon : Qualitative results from the multi-country EPIC program.

Di Ciccio M., Bourhaba O., Khoury C., Assi A., Abu Zaki S., Lorente N., Castro Avila J., Niyongabo A., Gakima D., Diouh A., Riegel L., Ben moussa A., Girard G., Karkouriv M., Delabre R.M., Rojas Castro, Journal of the International Association of Providers of AIDS Care JIAPAC, <https://doi.org/10.3917/spub.pr1.0009>

Psychosocial experience of the Covid-19 crisis among people who use or inject drugs in Algeria: a community-based qualitative study.

Di Ciccio M., Boulahdour N., Tadjeddine A., Brouk N., Ouchalat R., Hami N., Bourhaba O., Adami E., Lorente N., Delabre R.M., Karkouri K., Rojas Castro D., Journal of Health Psychology, <https://doi.org/10.1177/13591053241259251>

When awareness is not a barrier to PrEP uptake among men who have sex with men who are eligible for PrEP in France.

Di Ciccio M., Villes V., Delabre R.M., Alain T., Morel S., Michels D., Schmidt A.J., Velter A., & Rojas Castro D., AIDS Care, <https://doi.org/10.1080/09540121.2023.2268887>

Sex work, syndemic conditions and condomless anal intercourse among men who have sex with men who engage in sex work in Latin America.

Ibrahim Sönmez, Nicolas Lorente, Jocelyn Mesias-Gazmuri, Axel J. Schmidt, Kai J. Jonas, Valeria Stuardo Avila, Ulrich Marcus, Maria Amelia Veras, Jordi Casabona Barbarà and Cinta Folch, Sexual Health, <https://doi.org/10.1071/SH23112>

Trabajadoras sexuales en el marco de la pandemia brasileña: efectos en y relaciones con la salud.

Amanda de Mello Calabria, Nicolas Lorente, Michel de Oliveira Furquim dos Santos, Ana Carolina Braga Azevedo, Paula Galdino Cardin de Carvalho, Daniel Dutra de Barros, Gizelle Aparecida Oliveira, Océane Apffel Font, Silvana de Souza Nascimento, Maria Amelia de Sousa Mascena Veras, Daniela Rojas Castro, José Miguel Nieto Olivar, SciELO Brasil / CAD Saúde Pública, <https://doi.org/10.1590/0102-311XPT181123>

COVID-19 vaccination intention among people who use drugs in France in 2021: results from the international community-based research program EPIC

C. Lacoux, V. Villes, L. Riegel, S. Coulmain, N. Lorente, S. Eddine Derras, D. Rojas Castro, P. Roux, R. M. Delabre & D. Michels, Harm Reduction Journal, <https://doi.org/10.1186/s12954-024-01096-6>

Article de vulgarisation

Réponse communautaire aux drogues pendant la covid-19 au Burkina Faso et au Sénégal

B. Diane G. Dondbzanga, Juliana Castro Avila, Micaillou Magassouba, Eve Arlette Somda, Moussa Guindo, Lucas Riegel, Nicolas Lorente, Marion Di Ciccio, Daniela Rojas Castro, SCIDAF, <https://journalarbre-palabres.wordpress.com/2024/12/01/journal-larbre-a-palabres-n-8-decembre-2024/>

Communication orale

Violences dans le cadre du sexe transactionnel en ligne : une étude sur les hommes (cis et trans), les femmes trans et les personnes non-binaires en France

Salcedo, M. Lacoux, C. Sagaon Teyssier, L. Castro Avila, J. Valdez, E. Delabre, R.M., Michels D. & Rojas Castro D., AFRAVIH 2024

Engagement communautaire dans le maintien des populations clés (PC) dans les soins au Mali

Mariam Yebedie, B. Diane, G. Dondbzanga, Kanuya Couliba, Luis Sagaon-Teyssier, Laura Rouane, Daniel Simoes, Bintou Dembele Keita, Mamadou Cissé, Marion Di Ciccio, Daniela Rojas Castro, AFRAVIH 2024

Aceptabilidad de la vacuna contra mpox y factores asociados en hombres GBHSH residentes en España

González-Casals H., Martínez H., Lorente N., Villegas L., Mena J., Apffel Font O., Casabona J., Meireles P., Folch C., XLII Reunión Anual de la Sociedad Española de Epidemiología (SEE) / XIX Congresso da Associação Portuguesa de Epidemiologia

Profils d'engagement dans les activités communautaires des HSH utilisant la PrEP en Afrique de l'Ouest

Di Ciccio M., Coulibaly B., Dondbzanga D., Anoma C., Dah T.T.E., Mensah E., Maradan G., Lokrou K.J., Ouedraogo J., Diarra M., Kokouba A.R., Bourrelly M., Mora M., Riegel L., Rojas Castro D., Cuer B., Dembélé Keita B., Spire B., Laurent C., Sagaon-Teyssier L., AFRAVIH 2024

Experiencia comunitaria en el diseño de un manual sobre adherencia al tratamiento para VIH

Yaconi Aguayo L.M., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Programa Protegersex: Soporte mutuo y empoderamiento de trabajadores y trabajadoras del sexo

Villanueva Baselga S., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Consumo de cristal en contextos sexuales: articulando la respuesta comunitaria en México

Caisero P., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Calidad de atención sanitaria en hombres GBHSH diagnosticados con Mpx en Perú

Reyes-Díaz M., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Fortaleciendo la prevención del VIH mediante la colaboración entre comunidad, servicios y academia en Portugal

Lana J., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

30 años de monitorización bio-conductual del VIH en Cataluña

Folch Toda C., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Violencia basada en género facilitada por la tecnología en mujeres y población LGBTQIA+IQ+ del Caribe

Reyes Bacha D., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Vulnerabilidad en hombres cis y mujeres trans que ofrecen sexo transaccional en internet: Estudio ANRS SEXTRA en Ecuador

Medina Matamoros J., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Tu pana te cuida: encuesta sobre VIH, sílis y estado de salud de los venezolanos en Colombia

Mojica Quintero EA., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Construcción de un proyecto interseccional e interdisciplinario con mujeres trans y travestis trabajadoras sexuales

Saggese G., XXI Simposio Fundación Huésped 2024

Iberoamerican Network on Gay Men, other MSM and Trans Studies (RIGHT Plus) + Community-Based Research Approach

Stuardo V., HIV4P 2024

COSMIC: developing a community-based surveillance system of socio-epidemiological aspects linked to sexual health in migrant population in Chile

Adrian C., Lobos, C., HIV4P 2024

IMDES: Impact and experiences of HIV health services decentralization in PLHIV, FSW and gay-bisexual men in Cochabamba-Bolivia

Montaña M., HIV4P 2024

Nature

Communication orale

Référence

Mpox in Perú among GBMSM: views from the community

Cáceres C.F., HIV4P 2024

ESTHAR I and II: developing a community-based research line on sexual health of transmasculine and non binary people in Argentina.

Radusky P., HIV4P 2024

Acceptability, interest and access to health care services of Venezuelan population in human mobility situation in Ecuador.

Medina Matamoros J., HIV4P 2024

Poster

Vulnérabilités chez les usager.ère.s de drogues et adaptations en milieu communautaire en période de crise sanitaire au Burkina Faso et au Sénégal

Dondbzanga B.D.G., Castro Avila J., Di Ciccio M.,Colloque international sur les Sciences sociales et drogues en Afrique francophone (SCIDAF)

Réponse communautaire au VIH en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19

Dondbzanga B.D.G., Villes V., Diagne R., Guindo M., Kretzer L., Somda E.A., Magassouba M., Tall A.M., Coulibaly A., Castro Avila J., Apffel Font O., Riegel L., Lorente N., Di Ciccio, AFRAVIH 2024

Santé mentale et vulnérabilités socio-économiques parmi les personnes transgenres pendant la crise de la COVID-19 au Bénin : résultats du programme EPIC multi-pays.

Kpakpo G., Dondbzanga B. D. G., Villes V., Diagne R., Niyongabo A., Ouessou J., Degbeto M., Akpaka A., Kretzer L., Riegel L., Lorente N., Delabre R. M., Rojas Castro D., AFRAVIH 2024

Impacts socioéconomiques et sanitaires de la Covid-19 sur les populations clés (HSH, PS, PVVIH) au Sénégal

Magassouba M., Mbodj M., Dondbzanga D., Diagne R., Mané F., Bara L., Pouye M., Lorente N., Riegel L., Delabre R., Rojas Castro D., Groupe de travail EPIC. AFRAVIH 2024

Rapport

EPIC: HIV/HCV Surveys to Assess the Impact of the COVID-19 Health Crisis in the Community Setting: Results from the EPIC-PILS Study.

Edited by PILS, Mauritius White G., Lorente N., Delabre R.M., Treebhoobun A., Rojas Castro D.

EPIC-Enquêtes pour évaluer l'impact de la crise sanitaire COVID-19 en milieu communautaire : les enjeux de la recherche communautaire dans le contexte de la crise sanitaire.

Iova C., Vozian V., Tossé G., Jones J.C., Delabre R., Lorente N., Riegel L., Kretzer K., Apffel Font O., Rojas Castro D., Tiphonnet E.

Table ronde

Présentation expertise Coalition PLUS en recherche communautaire

Nicolas, Marion Journées TRT5 (Paris)

Symposium

Présentation Coalition PLUS et recherche communautaire

Marion, Université des Jeunes Chercheurs (UJC) de Sldaction

Publications de capitalisation 2024

Article scientifique/abstract

AFRAVIH2400795 (poster) : Capitalisation d'expérience d'un modèle d'intervention communautaire pour l'accès à la PrEP pour les femmes vulnérables au VIH au Mali, au Maroc et à Maurice, présenté à la 12e Conférence Internationale Francophone AFRAVIH 2024 (Yaoundé, Cameroun, 16-19 avril 2024).

Auteurs.rices : Cristina Iova¹, Amal Ben Moussa², Naoual Laazis², Hayat Boukhris², Fodé Diallo³, Agnès Dénou³, Annette Treebhoobun⁴, Patrice Monvoisin⁴, Gaëlle Tossé⁴, Mim Doorjea⁴, Cindy Hurdoyal⁴, Neila Radegonde⁴, Estelle Tiphonnet Diawara⁵, Victor Vozian¹; Affiliations :¹ Coalition Plus-Bucarest (Roumanie),² ALCS-Casablanca (Maroc),³ Arcad Santé Plus-Bamako (Mali),⁴ PILS-Port Louis (Maurice),⁵ Coalition Plus-Pantin (France)

Rapports de capitalisation

PrEP Femmes (Phase 1)

Ce rapport de capitalisation sur la phase 1 du projet PrEP Femmes, intitulé Accès à la PrEP pour les femmes : élaboration et mise en œuvre d'une intervention communautaire modélisable et adaptée aux femmes exposées au VIH au Mali, au Maroc et à Maurice, documente et analyse une initiative portée par l'Association de Lutte contre le Sida (ALCS) au Maroc, en partenariat avec ARCAD Santé PLUS (Mali) et PILS (Maurice). Mis en œuvre du 15 mai 2020 au 30 mars 2024, ce projet a visé à développer une approche communautaire structurée pour favoriser l'accès à la PrEP parmi les femmes vulnérables. Il a été cofinancé par L'Initiative.

Processus d'auto-inter-évaluation dans le projet Cascades communautaires

Ce rapport de capitalisation est le fruit de nombreux échanges et d'un fort engagement de l'équipe du projet « Cascades communautaires : Amélioration de l'impact de la contribution communautaire dans l'accès à la prise en charge et le maintien dans le soin des populations-clés » de Coalition PLUS, soutenu par Expertise France avec l'Initiative. Le document est disponible en français et en anglais.

EPIC (Enquêtes pour évaluer l'impact de la crise sanitaire COVID-19 en milieu communautaire) : les enjeux de la recherche communautaire dans le contexte de la crise sanitaire

Ce rapport de capitalisation analyse les initiatives lancées dès le printemps 2020 par Coalition PLUS et ses partenaires pour protéger les agents.es de santé et garantir l'accès des populations clés aux services essentiels. Issu d'un processus de capitalisation débuté en juin 2021, il met en lumière les enseignements tirés, les innovations développées et la capacité de mobilisation de Coalition PLUS, tout en soulignant les enjeux de la recherche communautaire en période de crise. Une fiche synthétique du rapport de capitalisation est également disponible en français, anglais, espagnol, portugais.

Tagg Picc : adaptation du programme Gundo-So pour les jeunes vivant avec le VIH au Sénégal

Le rapport de capitalisation Tagg Picc documente un projet pilote d'adaptation du programme Gundo-So (ARCAD Santé PLUS, Mali) pour accompagner les jeunes vivant avec le VIH au Sénégal. Il comprend deux livrables : les compétences nécessaires à l'accompagnement du statut sérologique et l'adaptation de l'approche dédiée aux femmes adultes au contexte des jeunes. Une fiche synthétique du rapport de capitalisation est également disponible.

Fiches de capitalisation

Fiches de capitalisation Réseau PFOI

Rôle des pairs éducateurs.rices (PE) dans le maintien des PVVIH dans le soin (Madagascar, Maurice)

Fiches de capitalisation Réseau MENA

Importance des pairs éducateurs.rices dans l'acceptation du statut sérologique et l'orientation vers les soins (Maroc, Mauritanie)

Fiches de capitalisation Réseau PFAC

Engagement des pairs éducateurs.rices pour renforcer la prévention et l'intégration des PVVIH dès le dépistage communautaire (Équateur, Guatemala, République Dominicaine, Argentine, Colombie)

Fiches de capitalisation-Analyse transversale des expériences sur l'acceptation du statut sérologique, l'accompagnement et le maintien dans le soin des personnes vivant avec le VIH

Synthèse des expériences/fiches des réseaux PFOI, MENA et PFAC

Fiche de capitalisation – Guide unique des interventions communautaires VIH au Burundi

Cette fiche de capitalisation présente le référentiel « Guide unique et harmonisé des interventions communautaires VIH au Burundi », une initiative portée par ANSS-Santé PLUS pour renforcer la reconnaissance officielle des agents.es de santé communautaires, en particulier des pairs éducateurs.rices (PE). Réalisée dans le cadre du projet Accès Santé 2, cette fiche documente le processus d'élaboration du guide, les enseignements tirés et les bonnes pratiques identifiées.

Fiche de capitalisation – Clinique communautaire Les Halles de Bamako

Cette fiche de capitalisation retrace l'expérience d'ARCAD Santé PLUS dans la mise en place de la clinique de santé sexuelle Les Halles de Bamako en 2010. Réalisée dans le cadre du projet Accès Santé 2, ce document met en avant la valeur ajoutée de ce dispositif unique au Mali et son rôle complémentaire au système de santé.

Lexique des acronymes

AAD : Antiviraux à action directe

AGCS PLUS : Réseau pour l'évaluation des besoins des activistes LGBTQIA+ en Afrique de l'Ouest

ALCS : Association de Lutte contre le Sida

ANRS : Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites

ARV : Traitements antirétroviraux

CA : Conseil d'administration

EPIC : Enquêtes pour évaluer l'impact de la crise sanitaire COVID-19 en milieu communautaire

FIC : Fonds d'Innovation de Coalition PLUS

FVVIH : Femmes vivant avec le VIH

GAT : Grupo de Ativistas em Tratamentos (Portugal)

GFAN : Global Fund Advocates Network

HIV4P : HIV Research for Prevention

IA : Intelligence Artificielle

Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale

ISDAO : Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest

IST : Infection(s) sexuellement transmissible(s)

LAMIS : Latin American MSM Internet Survey

LCS : Lutte contre le sida

LGBTQIA+ : Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes, Asexuels et autres identités de genre

MdM : Médecins du Monde

MSG : Minorités de Sexe et de Genre

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMS : Organisation mondiale de la Santé

PC : Populations clés

PEPFAR : Plan d'urgence présidentiel de lutte contre le sida

PFOI : Plateforme Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PrEP : Prophylaxie pré-exposition

RENAPC : Réseau national des associations des positifs du Congo

SAMAR : Santé Anale au Maroc

SESSTIM : Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale

SEXTRA AL : Projet d'étude sur la santé sexuelle des personnes trans impliquées dans le sexe transactionnel

UD : Usager de Drogues

UDI : Usager de Drogues Injectables

UJC : Université des Jeunes Chercheurs de Sidaction

VHB : Hépatite B

VHC : Hépatite C

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

Contacts

Sénégal

Afrique Villa N°2466 Immeuble AF
3e étage appartements C et D
rue DD 116, Sicap Dieupeul II Dakar

Belgique

Boulevard Emile Jacqmain 90
1000 Bruxelles

France

Tour Essor
14, rue Scandicci
93508 Pantin Cedex

Et

Faculté de Médecine
27 Bd Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5

Suisse

c/o Calliopée
Rue de Chantepoulet 10
1201 Genève

E-mail : coalitionplus@coalitionplus.org

Site web : www.coalitionplus.org

Réseaux sociaux : [@coalitionplus](https://www.instagram.com/coalitionplus)



Directeur de publication : Vincent Leclercq

Coordination : Emilie Monod

Rédaction : Cécile Henriot, Cheikh Mohamad Hafis SECK, Cristina Iova, Florence Giard, Ines Alaoui, Juliana Castro Avila, Keurtsing Tchouanke, Lucas Riegel, Marc Al Sebaaly, Nicolas Lorente, Nicolas Ritter, Océane Apffel Font, Pape Abdoulaye Dème, Rokhaya Diagne, Sawsen Khodja, Serge Douomong Yotta, Soufia Bham, Thomas Van Bogaert, Yannick Aka.

Date de publication : Juillet 2025

Graphisme : Chloé Rioual